

François Hollande, sioniste de toujours

par Thierry Meyssan

François Hollande s'est fait élire président en cultivant les ambiguïtés. Il suffisait pourtant de relire ses déclarations antérieures pour constater son soutien sans faille à l'État d'Israël. Le changement qu'il avait annoncé à ses électeurs n'a pas eu lieu. Ce fut au contraire la continuité avec son prédécesseur. On ne peut que constater que la France a progressivement abandonné sa politique d'indépendance pour se tenir aux côtés des États-Unis et du dernier État colonial.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 25 NOVEMBRE 2013

DEUTSCH فارسی ITALIANO РУССКИЙ PORTUGUÊS ESPAÑOL



Valérie Trierweiler et François Hollande reçus par Shimon Pérès et Benyamin Netanyahu (18 novembre 2013).

Certains commentateurs ont expliqué la position française lors des négociations 5+1 avec l'Iran comme dictée par

l'Arabie saoudite, ou encore en faisant référence à la judéité de son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius. C'est ignorer que la politique française au Proche-Orient a profondément changé en neuf ans.

Tout a commencé, en 2004, avec la rupture entre Jacques Chirac et Bachar el-Assad. Le président syrien avait promis à son homologue français de favoriser Total lors d'un appel d'offres. Mais, lorsque la proposition française parvint au palais, elle était si désavantageuse pour le pays que le président se ravisa. Furieux, Jacques Chirac rompit avec la Syrie et présenta la résolution 1559 au Conseil de sécurité.

Puis, les Français élirent Nicolas Sarkozy sans savoir qu'il avait été partiellement élevé par un des principaux chefs de la CIA, Frank Wisner Jr. Non content d'avoir été fabriqué par les États-Unis, il s'était découvert des origines juives et avait cultivé ses relations israéliennes. Sa politique internationale était dictée par Washington, mais comme à l'époque il n'y avait pas de différence entre celle d'Israël et celle des États-Unis, il apparut seulement comme faisant bloc avec eux.

François Hollande avait été désigné durant 10 ans comme secrétaire général de son parti en raison de sa médiocrité : ne dirigeant aucun courant et n'étant vassal d'aucun leader, il pouvait tenir la maison en maintenant un équilibre entre les prétendants à l'Élysée. Il s'attacha à ne jamais avoir d'opinion personnelle, à rester le plus transparent possible. De sorte que durant sa campagne électorale présidentielle chacun crut avoir affaire à un homme modéré qui saurait s'entourer de personnalités éprouvées. Ses électeurs en sont les premiers meurtris.

La réalité de François Hollande ne se révéla qu'une fois parvenu à l'Élysée. Expert en politique intérieure, il ne connaît pas grand-chose aux relations internationales. Dans ce domaine, ses convictions lui viennent d'illustres personnalités socialistes.

Ainsi, a-t-il placé son investiture sous les auspices de Jules Ferry, théoricien de la colonisation. Dans *Le Figaro*, son ami, le président israélien Shimon Pérès l'a comparé élogieusement à Léon Blum et à Guy Mollet, bien que celui-ci ne soit plus populaire en France. En 1936, le premier avait proposé de doubler le Royaume-Uni en créant l'État d'Israël au Liban, qui était alors sous mandat français. En 1956, le second tenta de s'emparer du Canal de Suez avec l'aide de l'armée israélienne.

Durant ses dix années à la tête du Parti socialiste, François Hollande a limité ses interventions sur le Proche-Orient, dont voici un bref florilège :

- En 2000, alors que le Sud du Liban est occupé, il prépare avec Bertrand Delanoë le voyage du Premier ministre Lionel Jospin en Palestine. Son discours comprend une condamnation du Hezbollah qu'il assimile à un groupe terroriste.
- En 2001, il exige la démission du géopoliticien Pascal Boniface, coupable d'avoir critiqué dans une note interne le soutien aveugle du Parti à Israël.
- En 2004, il écrit au Conseil supérieur de l'Audiovisuel pour remettre en cause l'autorisation d'émettre donnée à *Al-Manar*. Il ne cessera ses pressions qu'une fois la chaîne de la Résistance censurée.
- En 2005, il est reçu à huis clos par le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF). Selon le compte rendu de la réunion, il aurait apporté son soutien à Ariel Sharon et aurait vivement critiqué la politique arabe gaulliste. Il aurait déclaré : « *Il y a une tendance qui remonte à loin, ce que l'on appelle la politique arabe de la France et il n'est pas admissible qu'une administration ait une idéologie. Il y a un problème de recrutement au Quai d'Orsay et à l'ENA et ce recrutement devrait être réorganisé* ».
- En 2006, il prend position contre le président Ahmadinejad qui a invité à Téhéran des rabbins et des historiens, dont des négationnistes. Il feint d'ignorer le sens du congrès, qui visait à

montrer que les Européens avaient substitué la religion de l'Holocauste à leur culture chrétienne. Et, à contre-sens, il explique que le président iranien entend nier le droit des Israéliens à exister et qu'il s'apprête à poursuivre l'Holocauste.

- Il se mobilise pour la libération du soldat israélien Gilad Shalit, au motif que celui-ci dispose de la double nationalité française. Peu importe que le jeune homme ait été fait prisonnier alors qu'il servait dans une armée d'occupation en guerre contre l'Autorité palestinienne, également alliée de la France.

- En 2010, il publie avec Bertrand Delanoë et Bernard-Henri Lévy, une tribune libre dans *Le Monde* pour s'opposer au boycott des produits israéliens. Selon lui, le boycott serait une punition collective, infligée aussi aux Israéliens qui œuvrent à la paix avec les Palestiniens. Un raisonnement qu'il n'avait pas tenu lors de la campagne similaire contre l'apartheid en Afrique du Sud.

En définitive, avant le rapprochement franco-saoudien, et même avant d'être président, François Hollande avait déjà exprimé son soutien à l'État colonial israélien. Et il avait déjà condamné l'Axe de la Résistance (Iran, Syrie, Hezbollah). La vérité est donc inverse : appliquant l'Accord du Quincy, l'Arabie saoudite s'est rapprochée de la France en raison de sa politique pro-israélienne.

La politique du Parti socialiste en général et de François Hollande en particulier trouve ses racines dans le colonialisme du XIXe siècle, dont Jules Ferry fut un héraut et Theodor Herzl un promoteur. Aujourd'hui, les sionistes du parti se sont regroupés à l'initiative de Dominique Strauss-Kahn au sein du discret et puissant Cercle Léon Blum... dont le président d'honneur, Jean-Marc Ayrault, est devenu Premier ministre de François Hollande.

Thierry Meyssan

Source
Al-Watan (Syrie)

Source : « François Hollande, sioniste de toujours », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), *Réseau Voltaire*, 25 novembre 2013, www.voltairenet.org/article181093.html

